

**Missions de contrôle technique de la
construction (CTC) au profit des services
de l'Etat et de certains de ses
établissements publics en région Nouvelle-
Aquitaine**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Numéro de consultation : 2026-PFRANA-06

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert



Table des matières

Article 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
Article 2 - OPERATIONS CONCERNEES.....	3
Article 3 - TEXTES DE REFERENCE.....	3
Article 4 - INTERVENANTS.....	4
4.1 Titulaire.....	4
4.1.1 Qualification professionnelle du contrôleur technique.....	4
4.1.2 Désignation du responsable technique du contrôle.....	4
4.2 Maîtrise d'ouvrage.....	4
4.3 Maîtrise d'oeuvre.....	4
Article 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS.....	4
5.1 Missions de base.....	5
5.1.1 Mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables. .	5
5.1.2 Mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions.....	5
5.2 Missions complémentaires.....	5
5.2.1 Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.....	5
5.2.2 Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées.....	6
5.2.3 Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.....	6
5.2.4 Mission F relative au fonctionnement des installations.....	6
5.2.5 Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments.....	6
5.2.6 Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.....	7
5.2.7 Mission Brd relative au transport de brancards dans les constructions.....	7
5.2.8 Mission LE relative à la solidité des existants.....	7
5.2.9 Mission Av relative à la stabilité des avoisinants.....	7
5.2.10 Mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment.....	8
5.2.11 Mission ENV relative à l'environnement.....	8
5.2.12 Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments.....	8
5.2.13 Mission CO de coordination des missions de contrôle.....	8
5.3 Missions ponctuelles d'assistance.....	8
5.3.1 Vérification avant mise en service des installations électriques temporaires (VAMSIET).....	8
5.3.2 Vérification initiale des installations électriques (VIEL).....	9
Article 6 - REUNION DE COORDINATION.....	9
Article 7 - MODALITES D'EXECUTION DU CONTRÔLE TECHNIQUE.....	9
7.1 Méthodologie des vérifications.....	11
7.2 Conditions d'exécution du contrôle technique.....	12
Article 8 - LIVRABLES.....	12
8.1 Rapports réglementaires.....	12
8.2 Avis.....	12
8.3 Avis sur Innovations.....	13
8.4 Délais.....	14

Article 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet des missions de contrôle technique de la construction (CTC) se rapportant à des travaux réalisés au profit des services de l'Etat et de certains de ses établissements publics en région Nouvelle-Aquitaine.

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Les missions de CTC sont réalisées conformément aux articles L. 111-23 à L.111-26 du code de la construction et de l'habitation, au décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de contrôle technique et selon la norme française NFP 03-100 en vigueur.

Article 2 - OPERATIONS CONCERNEES

Les prestations de contrôle technique concernent des opérations de réhabilitation, rénovation, réaménagement et construction pour l'ensemble du patrimoine immobilier de l'Etat incluant les bâtiments classés au patrimoine des monuments historiques.

Les bâtiments sont classés de la manière suivante:

- 1er niveau technique - opération simple : les ERP de 5ème catégorie, les bâtiments classés code du travail et les immeubles d'habitation ;
- 2ème niveau technique – opération moyenne : les ERP de catégorie 2 à 4, les laboratoires et salles informatiques ;
- 3ème niveau technique - opération complexe : les IGH et ERP 1ère catégorie.

Article 3 - TEXTES DE REFERENCE

Les missions s'exécutent conformément aux dispositions des textes suivants :

- Directive européenne n° 89-106 du 21 décembre 1988, relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de la construction.
- Loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée par la Loi n° 89-1014 du 31 décembre 1989, relative aux responsabilités et assurance dans le domaine de la construction.
- Décret n° 78-1146 du 7 décembre 1978, relatif à l'agrément des Contrôleurs Techniques et contrôle technique obligatoire.
- Décret n° 99-443 du 28 mai 1999, relatif au CCTG applicable aux marchés de contrôle technique.
- Norme NFP 03-100, relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction.
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- Code Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs.
- Code des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance.

Les titulaires sont réputés connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux opérations de construction publique. La liste présentée ci-dessus n'a pas de caractère d'exhaustivité.

Les titulaires acceptent au titre de leur mission de travailler en parfaite collaboration avec les autres intervenants dans l'acte de réhabilitation, de rénovation ou de construction.

Pour chaque opération, les titulaires doivent, dans l'exécution des missions ci-après définies, tenir compte des contraintes propres au chantier à réaliser en milieu occupé ou libre. Les travaux impliqueront en effet une méthodologie de travail et des contraintes techniques particulières en fonction de l'occupation du chantier.

Article 4 - INTERVENANTS

4.1 Titulaire

Le titulaire du marché est désigné sous le nom de "contrôleur technique" dans les pièces du présent accord-cadre.

4.1.1 Qualification professionnelle du contrôleur technique

Conformément à l'article L125-3 du code de la construction et de l'habitation, l'activité de contrôle technique est soumise à agrément. Elle est incompatible avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage. La décision d'agrément tient compte des qualifications professionnelles et de la moralité professionnelle.

De ce fait, avant notification et tout au long de l'exécution de l'accord cadre, le contrôleur technique doit être titulaire de l'agrément ministériel visé au présent article.

Le titulaire s'engage à justifier de cet agrément sur simple demande de la PFRA ou du service bénéficiaire tout au long de l'exécution du présent accord-cadre.

4.1.2 Désignation du responsable technique du contrôle

Dès la notification d'une commande portant sur le marché attribué, le titulaire propose au représentant du service bénéficiaire, la personne physique compétente pour exécuter la mission de contrôle technique. A ce titre, le titulaire communique au représentant du service bénéficiaire à l'origine de la demande le nom, le curriculum vitae du Contrôleur Technique affecté.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la mission, la même personne physique comme contrôleur technique. Il proposera également pour chaque intervention un suppléant en cas d'empêchement de la personne désignée.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le représentant du service bénéficiaire. Tout changement doit immédiatement être notifié au représentant du service bénéficiaire et être dûment motivé.

Le représentant du service bénéficiaire se réserve le droit de refuser le remplacement proposé lorsqu'il estime que les compétences ou l'expérience de la personne proposée ne présentent pas des garanties équivalentes.

4.2 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le service ou l'établissement public ayant émis la commande dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

4.3 Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'oeuvre des travaux en lien avec le contrôle technique sera communiquée au titulaire lors de l'établissement du bon de commande.

Article 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Les interventions du contrôleur technique comportent les missions suivantes :

5.1 Missions de base

5.1.1 Mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.

La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- les ouvrages de fondation ;
- les ouvrages d'ossature ;
- les ouvrages de clos et de couvert ;
- pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

5.1.2 Mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions

La mission est dénommée SEI lorsqu'elle porte sur des établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH), STI lorsqu'elle porte sur des immeubles du secteur tertiaire ou sur des bâtiments industriels et SH lorsqu'elle porte sur des immeubles d'habitation.

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

La mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés au point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, telle que définie au permis de construire.

Relèvent ainsi de la mission du contrôleur technique :

- les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel ;
- les installations électriques (courants forts) ;
- les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- les conduits de fumée ;
- les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les nacelles suspendues d'entretien des façades ;
- les portes automatiques ;
- les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz ;
- les installations de fluides médicaux ;
- les dispositions de construction concernant la protection contre les rayonnements ionisants ;
- les garde-corps et fenêtre basses.

5.2 Missions complémentaires

L'article 5.3 de la norme NFP 03-100 donne la liste des missions de contrôle technique complémentaires des mission de base L et S.

La nature et le domaine d'intervention des missions complémentaires mentionnées dans la norme sont précisées ci-après.

5.2.1 Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont

ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique dans les constructions achevées.
La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement visés par les règles parasismiques.

5.2.2 Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut d'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipements concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

La mission Att Hand complète la mission Hand. Elle concerne l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées.

5.2.3 Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées la solidité des équipements non indissociablement liés.

La mission P1 s'exerce dans les conditions fixées dans l'annexe A de la norme NFP 03-100, au titre de la mission L dont elle constitue le complément.

5.2.4 Mission F relative au fonctionnement des installations

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles et quand ils existent par les textes techniques à caractère normatif.

La mission du contrôleur technique porte sur les installations suivantes :

- réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement ;
- chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique ;
- installations électrique intérieures (courants forts) ;
- ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques ;
- protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution, ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

5.2.5 Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le Maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments.

Elle comporte les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les atteintes à l'environnement dont la prévention relève d'une mission spécifique.

La protection contre les bruits du voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescription réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

La mission Ph ne comporte pas la réalisation des mesures acoustiques.

En l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer

qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

5.2.6 Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

La mission de contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire et la ventilation, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le Maître d'ouvrage s'engage à communiquer :

- les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;
- les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction ;
- les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception sur l'installation de ventilation mécanique.

5.2.7 Mission Brd relative au transport de brancards dans les constructions

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Brd sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives au transport des brancards dans les constructions à usage d'habitation.

La mission porte sur les cheminements (circulations horizontales et verticales) permettant le passage des brancards jusqu'aux ou à partir des logements.

5.2.8 Mission LE relative à la solidité des existants

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipements neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic, au sens de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

5.2.9 Mission Av relative à la stabilité des avoisinants

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprise en sous-œuvre et voiles périphériques), sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.

Le Maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux avoisinants, tels que résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans de carrières, constats d'état des lieux, ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'état apparent des avoisinants accessibles.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants accessibles.

5.2.10 Mission GTB relative à la gestion technique du bâtiment

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique de bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le Maître d'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du Maître de l'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

5.2.11 Mission ENV relative à l'environnement

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV, sont ceux qui, générateurs d'incendie ou d'explosion, découlent des défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation.

Ne relèvent pas de la mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux, énumérés dans le marché, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

5.2.12 Mission HYS relative à l'hygiène et à la santé dans les bâtiments

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :

- l'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion) ;
- la distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude) ;
- les installations sanitaires (existence et implantation des installations) ;
- les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux vannes) ;
- l'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

5.2.13 Mission CO de coordination des missions de contrôle

Si le maître de l'ouvrage fait appel à plusieurs contrôleurs techniques, il désigne l'un d'eux pour coordonner l'ensemble des missions de contrôle.

La coordination a pour objet de s'assurer que les différents contrôles prévus sont bien pris en charge et qu'ils ont été exécutés.

La coordination ne comporte ni l'appréciation de la qualification des contrôleurs techniques (pouvoir réservé à la puissance publique à l'occasion des agréments qu'elle délivre) ni l'appréciation de la forme et du fondement des avis émis.

5.3 Missions ponctuelles d'assistance

Les missions ponctuelles d'assistance donnent lieu, pour chacune d'elles, à un livrable : avis écrit du contrôleur technique transmis au maître de l'ouvrage.

5.3.1 Vérification avant mise en service des installations électriques temporaires (VAMSIET)

La vérification avant mise en service des installations électriques temporaires est prévue par l'article R4226-

21 du code du travail et couvre les installations de chantier. Elle suit les dispositions de l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants.

Il est procédé à une première vérification après réalisation de l'alimentation électrique du chantier (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, pompes, cantonnements...).

Les méthodes et l'étendue de cette vérification sont celles d'une vérification initiale décrite dans l'arrêté du 26 décembre 2011.

Pour les chantiers des opérations de première et de deuxième catégories au sens de l'article R.4532- 1 du code du travail ou dont la puissance d'alimentation dépasse 100 kVA, le rapport est établi comme le rapport de vérification initiale décrite dans l'arrêté du 26 décembre 2011.

Pour les installations des autres chantiers, il peut être établi sur un imprimé qui pourra être rempli manuellement.

Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des alimentations électriques et de l'éclairage de chantier nécessaires pour ces différents corps d'états, il est procédé à une vérification complémentaire.

Les méthodes et l'étendue de cette vérification sont les mêmes que celles de la première vérification.

Le compte-rendu des vérifications consiste en la mise à jour du rapport établi à la suite de la première vérification ou en la rédaction d'annexes complémentaires.

Sur les chantiers de longue durée, il est procédé à une vérification périodique annuelle.

Les méthodes et l'étendue de cette vérification ainsi que le contenu du rapport respectent les dispositions pour la vérification périodique décrite dans l'arrêté du 26 décembre 2011.

5.3.2 Vérification initiale des installations électriques (VIEL)

La mission VIEL s'exerce dans les conditions fixées à l'article R.4226-14 du Code du Travail.

Elle consiste à faire procéder à la vérification initiale des installations électriques lors de leur mise en service et après qu'elles ont subi une modification de structure, en vue de s'assurer qu'elles sont conformes aux prescriptions de sécurité.

Article 6 - REUNION DE COORDINATION

À compter de la validation de la commande, et en tout état de cause avant le début de chaque prestation, une réunion de coordination est organisée en présence du ou des représentants du titulaire du marché, du service bénéficiaire et du maître d'ouvrage. Ce rendez-vous pose les modalités de la mission de contrôle technique, les attentes du service bénéficiaire, le périmètre exact de chaque prestation, le planning et les conditions d'exécution.

Article 7 - MODALITES D'EXECUTION DU CONTRÔLE TECHNIQUE

Pour toute opération comprenant les missions de base, et potentiellement, des missions complémentaires aux missions de base telles que définies dans les articles 5.2.1 et 5.2.2 du présent CCTP, le contrôle technique se décompose en 5 phases :

- Phase 1 : contrôle des documents de conception et rapport initial

Lors de la réalisation de chaque élément de mission (DIA, APS, APD, PRO), le contrôleur technique procède à l'examen des dispositions techniques, descriptifs, plans et autres documents réalisés par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

A la fin de l'analyse de chaque élément de cette phase (DIA, APS, APD, PRO), le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage, copie à l'équipe de maîtrise d'œuvre, un rapport résumant ses avis sur les documents examinés.

Il procède également aux réexamens rendus nécessaires par :

- la prise en compte de ses avis ou observations ;
- les corrections ou mises à jour des documents ;

- les adaptations intervenant dans le cadre normal de l'exécution de l'opération.

A la fin de la phase 1, le contrôleur technique établit un rapport initial de contrôle technique (RICT), qui précise les avis du contrôleur technique sur les études de conception, préalablement à la consultation des entreprises.

Dans le cadre de cette mission, le contrôleur technique formule un avis sur la notice de sécurité.

De plus, il participe aux réunions de mises au point techniques, selon la complexité des opérations :

- Opération simple (1er niveau technique) : au minimum 1 réunion par mois
- Opération moyenne (2ème niveau technique) : au minimum 2 réunions par mois
- Opération complexe (3ème niveau technique) : au minimum 3 réunions par mois

Livrables :

Les rapports et avis écrits formulés par le contrôleur technique sont transmis au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

• Phase 2 : contrôle des documents d'exécution

Le contrôleur technique procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs visés à l'article 1792-1 (1°) du code civil.

A cette fin, il examine les plans et autres documents techniques d'exécution réalisés dans le cadre des marchés.

Il procède également aux réexamens rendus nécessaires par :

- la prise en compte de ses avis ou observations ;
- les corrections ou mises à jour des documents ;
- les adaptations intervenant dans le cadre normal de l'exécution de l'opération.

De plus, il participe aux réunions de mises au point techniques, selon la complexité des opérations :

- Opération simple (1er niveau technique) : au minimum 1 réunion par mois
- Opération moyenne (2ème niveau technique) : au minimum 2 réunions par mois
- Opération complexe (3ème niveau technique) : au minimum 3 réunions par mois

Livrables :

Les avis écrits formulés par le contrôleur technique sont transmis au maître de l'ouvrage, copie au maître d'œuvre et entreprises concernées.

• Phase 3 : contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements

Durant toute la période d'exécution des travaux, le contrôleur technique :

- s'assure que les constructeurs font appel, aussi souvent que possible, à des méthodes objectives fondées sur l'expérimentation et les mesures ;
- prend connaissance des documents, notamment des procès-verbaux d'essais, établis par les constructeurs ou par des tiers ;
- apprécie les résultats et conclusions portés sur ces documents ;
- examine les travaux en cours de réalisation.

Dans cette phase, le bureau de contrôle :

- procède à l'examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;
- procède à l'examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle.

Il procède également aux réexamens rendus nécessaires par la prise en compte de ses avis ou observations, les corrections ou mises à jour des documents, ou encore, les adaptations intervenant dans le cadre normal de l'exécution de l'opération.

De plus, il participe aux réunions de chantier, selon la complexité des opérations :

- Opération simple (1er niveau technique) : au minimum 1 réunion par mois
- Opération moyenne (2ème niveau technique) : au minimum 2 réunions par mois
- Opération complexe (3ème niveau technique) : au minimum 3 réunions par mois

Livrables :

Les avis, émis sous la forme de comptes rendus ou de rapports d'étapes, écrits formulés par le contrôleur technique sont transmis au maître de l'ouvrage, copie au maître d'œuvre et entreprises concernées.

- Phase 4 : vérifications finales en vue de la réception

Le contrôleur technique :

- établit la liste des contrôles à effectuer : certificats de qualification, essais, visites, etc. ;
- avertit le maître de l'ouvrage dans les meilleurs délais des problèmes qui pourraient avoir une incidence importante sur l'achèvement des travaux.

La mission ne comprend pas la réalisation d'enquêtes sur des matériaux ou procédés techniques non courants, mais l'analyse motivée des résultats et conclusions nécessaires à la prise de décision du maître de l'ouvrage.

Les interventions s'exercent par sondages à la discrétion du contrôleur technique.

Il procède également aux réexamens rendus nécessaires par :

- la prise en compte de ses avis ou observations ;
- les corrections ou mises à jour des documents ;
- les adaptations intervenant dans le cadre normal de l'exécution de l'opération.

A la fin de cette phase, le bureau de contrôle établit :

- le rapport final de contrôle technique (RFCT) ;
- le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT), obligatoire pour certains types de bâtiments (ERP catégorie 1 à 4 et IGH).

Pour les établissements soumis à la visite de la commission de sécurité, le contrôleur technique apporte son assistance pour cette visite.

Livrables :

Le rapport final de fin d'opération du contrôleur technique (en particulier, le bureau de contrôle vérifie que ses avis ont été suivis d'effet avant l'établissement de ce rapport final) et transmis au maître d'ouvrage avant qu'il ne signe les procès-verbaux de réception.

- Phase 5 : Mission pendant la période de garantie de parfait achèvement

Pendant cette période, toute intervention ne se fera qu'à la demande du maître de l'ouvrage.

Il s'agira de prestations destinées à confirmer ou infirmer les levées de réserves qui avaient été mentionnées dans les procès-verbaux de réception et le RFCT, ou des désordres révélés durant l'année de parfait achèvement.

Le périmètre technique de cette mission est fonction des commandes passées et réalisées lors de l'exécution du chantier.

Livrables :

Les avis écrits formulés par le contrôleur technique sont transmis au maître de l'ouvrage, copie au maître d'œuvre et entreprises concernées.

7.1 Méthodologie des vérifications

Par nature, les vérifications comprennent l'évaluation technique du projet, puis sa réalisation par référence :

- aux textes législatifs et réglementaires ;
- aux fascicules du cahier des charges techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ;

- aux textes techniques de caractère normatif et notamment :
 - normes françaises y compris les normes transposant en France les normes européennes ;
 - règles et prescriptions techniques du Document technique unifié (DTU) ;
 - règles professionnelles.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.

L'avis du contrôleur technique porte sur l'état des ouvrages et éléments d'équipement tels qu'ils se présentent lors des opérations de contrôle.

La preuve des qualités des matériaux et éléments de construction ou celle de leur conformité aux règles qui lui sont applicables doit être apportée au contrôleur technique soit par un marquage, soit par un certificat, soit par tout autre moyen admis par la réglementation.

7.2 Conditions d'exécution du contrôle technique

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes sont en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :
 - informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
 - donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

Article 8 - LIVRABLES

En relation avec le contrôleur technique, le maître d'ouvrage précise si les livrables sont transmis sous format papier ou dématérialisé.

Le cas échéant, les livrables dématérialisés seront transmis dans des formats exploitables (texte, tableur, pdf).

8.1 Rapports réglementaires

D'une manière générale, les rapports doivent être transmis dans le délai maximal défini à l'article 8.4 du présent CCTP à compter de la réception des pièces nécessaires à l'établissement des rapports.

Le contrôleur technique doit deux rapport principaux :

- le rapport initial de contrôle technique (RICT) qui synthétise les avis sur ouvrages après examen des documents de conception (CCTP, plans d'architecte, étude géotechnique, étude thermique, ...) ;
- le rapport final de contrôle technique (RFCT) qui regroupe tous les avis établis durant les travaux et n'ayant pas été levés à la réception.

D'autres rapports peuvent être demandés en fonction des missions et contextes :

- le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) ;
- le rapport de vérification initiale qui est établi à l'issue des vérifications initiales sur les installations électriques ;
- le rapport de vérification temporaire qui est établi à l'issue des vérifications des installations électriques temporaires.

8.2 Avis

D'une manière générale, les avis sur les éléments de mission de la maîtrise d'œuvre doivent être transmis dans le délai maximal défini à l'article 8.4 du présent CCTP à compter de la réception des pièces nécessaires.

Cependant, des avis ponctuels urgents relatifs à des interrogations précises peuvent être demandés par le maître d'ouvrage pour une réponse dans le délai maximal défini à l'article 8.4 du présent CCTP

Le contrôleur technique donne son avis au maître d'ouvrage sur les problèmes d'ordre technique, concernant les missions pour lesquelles il a été contractualisé.

Les avis du contrôleur technique sont formulés :

- en phase de conception: lors de l'examen des documents de conception ;
- en phase d'études d'exécution lors de l'examen des documents d'exécution et des visites de chantier ;
- en phase réalisation lors de l'examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipement soumis à son contrôle ;
- en phase de garantie de parfait achèvement lors de l'examen des travaux de parachèvement.

Les avis sont favorables, défavorables ou provisoirement suspendus en l'attente d'une précision supplémentaire :

- les avis favorables peuvent être tacites ;
- les avis défavorables doivent être expressément signalés ;
- les avis suspendus ne peuvent être motivés que par une insuffisance d'information technique.

Rappel :

Si un avis favorable se révèle erroné, la responsabilité du contrôleur technique pourra être recherchée.

Si le maître d'ouvrage ne suit pas un avis défavorable et qu'un dommage se produit par la suite, le contrôleur technique pourra échapper à la présomption de responsabilité.

Un trop grand nombre d'avis suspendus doit alerter le maître d'ouvrage.

L'absence de prise en compte d'un avis suspendu mène systématiquement à la formulation d'un avis défavorable dans le rapport final du contrôleur technique (RFCT).

Il ne revient pas au contrôleur technique d'assurer le suivi de ses avis. C'est au maître d'ouvrage qu'il incombe de faire respecter les avis du contrôleur par l'entreprise.

Le maître d'ouvrage est libre de ne pas suivre les avis qu'il reçoit. Toutefois, sa responsabilité risque alors d'être engagée en cas de survenance de désordres dans l'exécution du chantier.

La passivité du maître d'ouvrage et son refus de tenir compte de l'avis exprimé peuvent entraîner une déchéance de garantie.

Le prix forfaitaire comprend l'ensemble des examens des documents transmis au titulaire, ainsi que les réexamens rendus nécessaires par la prise en compte de ses observations, réserves ou demandes de compléments.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune rémunération complémentaire au titre des versions modificatives ou corrigées des documents, dès lors que celles-ci s'inscrivent dans le déroulement normal de l'opération et ne résultent pas d'une modification substantielle du projet.

8.3 Avis sur Innovations

Pour les opérations comportant des innovations, le contrôleur technique devra appuyer son analyse sur les référentiels tels que les avis techniques (AT) ou appréciations techniques d'expérimentation (ATEX) produits par le CSTB.

Dans le cadre de l'appréciation technique expérimentale, le prestataire devra associer sa direction technique à l'instruction du dossier établi par le CSTB. La rémunération de cette prestation est financée par la procédure ATEX et n'est pas incluse dans le présent marché.

8.4 Délais

Missions de base et complémentaires (phases telles que définies à l'article 5 du présent CCTP)	Objet	Délai maximal de remise/diffusion du livrable
Phase 1	Réunion d'études	10 jours ouvrés suivant la réunion pour chaque élément d'études (DIA, APS, APD, PRO)
Phase 2	Contrôle des documents d'exécution	10 jours ouvrés après réception des documents
Phase 3	Réunion de chantier	5 jours ouvrés après réunion de chantier (si éléments nécessaires en possession du CTC) 10 jours ouvrés après réception des éléments
	Visite de contrôle	5 jours ouvrés après visite de contrôle
Phase 4	Réception	10 jours ouvrés après réception des éléments
Phase 5	GPA	10 jours ouvrés après réception des éléments
Avis ponctuel urgent (tel que défini à l'article 8.2 du présent CCTP)		2 jours ouvrés après réception des éléments
Missions ponctuelles d'assistance telles que définies à l'article 5.3 du présent CCTP	Objet	Délai maximal de remise/diffusion du livrable
	Diagnostics et missions d'expertise	10 jours ouvrés après réception des documents